

Avortement : la Californie se prépare à devenir un Etat « sanctuaire »

Le Golden State, déjà considéré comme offrant l'accès à l'IVG le moins restrictif du pays, prévoit de créer un fonds afin de subventionner le transport de femmes empêchées ailleurs de mettre fin à leur grossesse.

Par Corine Lesnes (San Francisco, correspondante)

Publié hier à 05h27, mis à jour hier à 09h51

Article réservé aux abonnés



Des manifestants défendant le droit à l'avortement, à Los Angeles, en Californie, le 24 juin 2022. DAVID MCNEW / GETTY IMAGES VIA AFP

Il ne s'agit pas, cette fois, d'offrir l'asile aux migrants sans papiers, mais aux femmes qui souhaitent interrompre leur grossesse. Depuis que le Texas a restreint le recours à l'avortement, en septembre 2021, la Californie s'est préparée à devenir à nouveau un Etat « sanctuaire ». Ses cliniques enregistrent environ 500 demandes supplémentaires d'IVG par mois, selon le Planning familial. Et elles s'apprentent à faire face à un afflux supplémentaire maintenant que la Cour suprême a renvoyé aux Etats le soin de légiférer sur l'avortement et que neuf Etats ont déjà totalement interdit la procédure.

« La Californie ne va pas rester les bras croisés alors que des extrémistes reviennent sur nos droits constitutionnels fondamentaux. Nous allons nous battre féroce­ment pour que toutes les femmes, et pas seulement celles de Californie, sachent que cet Etat continue à protéger leurs droits », a prévenu le gouverneur démocrate, Gavin Newsom. Aussitôt après la décision de la Cour suprême, il a promulgué une loi qui protège les femmes ayant avorté en Californie, ainsi que leur médecin, de poursuites intentées par d'autres Etats.

Lire aussi : [Droit à l'avortement : la Cour suprême des Etats-Unis revient sur l'arrêt Roe vs Wade et laisse les Etats américains libres d'interdire l'IVG](#)

Remboursement intégral

Un peu plus tôt, Gavin Newsom avait annoncé, avec ses collègues gouverneurs de l'Oregon, Kate Brown, et de l'Etat de Washington, Jay Inslee, la mise en place d'un « *pare-feu* » pour protéger le droit à l'avortement sur la Côte ouest. Ce partenariat, appelé « West Coast Offense », offrira un accès à l'avortement aux Américaines quel que soit leur Etat de résidence. M. Newsom a l'intention d'y associer les autres Etats démocrates, au risque d'accroître la partition qui se dessine dans le pays sur les questions de société.

Le Golden State – qui assure 15 % des quelque 800 000 avortements annuels aux Etats-Unis – se prépare à ce rôle depuis des mois. Après l'adoption de la loi texane interdisant l'IVG au-delà de six semaines de grossesse, le gouverneur avait réuni un « *conseil sur l'avenir de l'avortement* » composé d'une quarantaine d'élus, de professionnels de la santé et de responsables d'associations. Celui-ci avait émis quarante-cinq recommandations. Quatorze d'entre elles ont été transformées en projets de loi à l'initiative des élus de l'Assemblée et du Sénat.

Lire aussi : [Droit à l'avortement : « En supprimant Roe vs Wade, la droite religieuse américaine triomphe, et sans doute pour longtemps »](#)

La première de ces mesures a été promulguée par le gouverneur le 22 mars. Elle oblige les compagnies d'assurances santé à prendre en charge l'intégralité des dépenses effectuées pour avorter. Jusque-là, la Californie était l'un des six Etats à imposer la prise en charge de l'intervention par les assurances santé, mais le remboursement n'était que partiel. Selon le Guttmacher Institute, qui fait autorité sur le sujet, l'Etat le plus peuplé du pays est le moins restrictif en matière d'IVG. L'intervention y est légale jusqu'à la viabilité du fœtus, soit vingt-quatre semaines (contre quatorze semaines en France), il n'y a pas de période de réflexion obligatoire et le consentement des parents n'est pas requis pour les mineures.

Il vous reste 59.12% de cet article à lire. La suite est réservée aux abonnés.